

A quelles conditions les politiques économiques et écologiques peuvent-elles répondre au besoin d'éthique ?¹

Trois sources de vivification démocratique

« Besoin d'éthique ? », 5^{ème} rencontres philosophiques d'Uriage, Intervention à la table ronde « Société démocratique, politique et éthique », animée par Anne Eyssidieux-Vaissermann avec Denis Dupré, Florent Guénard, Ruwen Ogien, 10-12 octobre 2014

Denis Dupré²

Contents

A quelles conditions les politiques économiques et écologiques peuvent-elles répondre au besoin d'éthique ?.....	1
Introduction - Revivifier la démocratie	2
1. Faire Agora	4
2. Lutter contre le pillage des biens communs	6
3. Fabriquer des outils conviviaux	9
Conclusion - Vers un nouvel imaginaire : le désir de faire société.....	11

¹ Je remercie Michel Dufour, Anne Eyssidieux-Vaissermann, Denis Vernant et Véronique Métay pour de fructueux échanges.

² Enseignant-chercheur en finance éthique et développement durable à l'Université de Grenoble, membre des laboratoires CERAG et INRIA (équipe STEEP). Site internet « **crises et éthique de l'action** » : <https://sites.google.com/site/financeresponsable>

Introduction - Revivifier la démocratie

Je suis heureux de participer à cette table ronde pour deux raisons principales:

1. Les journées philosophiques d'Uriage, telles que pensées par Thierry Menissier, sont un trait typique d'une démocratie : à savoir, des agoras où sont débattues des questions qui préoccupent ses citoyens. Mon exposé sera émaillé de la pensée d'un philosophe qui, peut-être pour certains et à coup sûr pour moi, fait aimer et désirer la démocratie : Cornélius Castoriadis. Je suis entouré de philosophes spécialistes de la démocratie. Mais, pour que la démocratie recommence, il faut que nous en ayons envie et que nous la fassions revivre autour de nous au quotidien.
2. Cet exercice me permet de définir autrement ce que signifie « mettre la finance au service du bien commun ». Question lancinante qui, depuis 20 ans, ne mobilise pourtant que quelques rares financiers qui souhaitent penser « une finance au service du bien commun » dans le cadre de petits groupes de réflexion comme l'Observatoire de la Finance associé à la revue « Finance et Bien Commun » ou encore le groupe FAS « Finance And Sustainability ». De fait, cette question mérite une approche radicale, au sens étymologique que rappelait Jacques Ellul : « qui va à la racine ». Elle mérite également une approche philosophique au sens de Castoriadis quand l'individualisme permet de briser les clôtures de la pensée partagée et participe à la remise en question des évidences, articulant la convergence du collectif et de la liberté individuelle:

Je philosophe, cela veut dire : j'ai décidé de penser par moi-même et librement. Je cherche ce qui est ou me paraît vrai. - et périssent l'Eglise, l'Etat, les autorités, les universités, les médias et le consensus.³

Il nous est demandé de réfléchir au besoin d'éthique. De quel besoin d'éthique s'agit-il quand il s'insère comme dans le titre de notre table ronde entre deux mots « société démocratique » et « politique » ? Je reprendrais la définition de Paul Ricoeur, voyant l'éthique comme « la visée de la vie bonne, avec et pour autrui, dans des institutions justes ».⁴

Il est question de l'art de bien vivre ensemble avec et pour autrui. La démocratie qui naît au V^e siècle (av JC) participe de cet art, qui n'est pas une science, mais vise la « vie bonne ». Chaque époque doit s'interroger sur sa propre définition de « la vie bonne » et penser les moyens pour y parvenir. En ce sens, que se manifeste aujourd'hui un besoin d'éthique est une chose saine. Mais aujourd'hui quels sont les citoyens qui, par leurs débats, formalisent les règles de ce qui permet la « vie bonne » ? Dans quels lieux s'exprime ce besoin d'éthique ? Quels médias en sont légitimement les porteurs ? Qui assure la juste application de ces règles désirées par une majorité ?

Car il est aussi question de vivre dans des institutions justes : créer ces institutions justes est autant un but qu'un moyen dans la cité politique pour fabriquer le bien vivre ensemble. C'est par la création

³ C. CASTORIADIS, « Intellectuels et conformisme », in *Quelle Démocratie*, Tome 2 (écrits politiques, 1945-1997), Edition du Sandre, 2014, p 324.

⁴ P. RICOEUR, *Soi-même comme un autre*, Seuil, Paris, 1990, p. 202.

de ces institutions que le citoyen devient citoyen, selon Aristote, puisqu'il se montre ainsi capable de gouverner et d'être gouverné⁵

Il y avait déjà chez Aristote une mise en garde quant à la possibilité de ne pas faire société : « L'homme seul est une brute ou un Dieu ». Or notre société, basée sur les désirs, risque de détruire le collectif basé sur les besoins. L'homme moderne développe un imaginaire instituant⁶ où figure, dans les tous premiers rôles, un monde de machines à son service, bien loin de celui du citoyen grec de la démocratie naissante dont l'imaginaire était peuplé des autres hommes, ceux qui le soutiennent ou le combattent. Il est possible que l'homme d'aujourd'hui n'ait pas envie de faire société... que le besoin d'éthique ne soit somme toute, qu'un sentiment de mal vivre, très personnel auquel l'Etat devrait remédier. Le citoyen d'aujourd'hui semble s'en remettre entièrement à l'Etat et aux machines pour édicter les règles et les faire appliquer.

Or le pouls de notre Démocratie, que Castoriadis qualifiait plutôt d'oligarchie libérale, bat faiblement.

Si bien que le besoin d'éthique est, me semble-t-il, au moins en partie, le symptôme d'un déficit de démocratie. C'est en cheminant entre des exemples empruntés à la finance ou à l'écologie que je veux essayer de trouver des pistes pour revivifier notre « démocratie ». Il s'agit en effet de réfléchir à qui édicte les lois qui nous régissent aujourd'hui et voir pourquoi nous devrions faire agora. Par suite, en identifiant ce qui et ceux qui menacent notre « vie bonne », je soutiens qu'il nous est possible d'exiger de ceux, à qui nous confions les responsabilités, qu'ils défendent avant tout l'intérêt collectif et nos biens communs. Enfin, parce que je crois que chacun de nous peut trouver sa dignité, sa fierté, sa responsabilité de citoyen, j'oserai imaginer, les armes à forger, pour « défendre sa cité », c'est-à-dire des outils conviviaux au sens d'Ivan Illich⁷

⁵ ARISTOTE, *Les Politiques* (1965), trad. fr. P Pellegrin, Paris, Le monde de la philosophie, Flammarion, 2008.

⁶ Lire C. CASTORIADIS, *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Seuil, 1975. Toute société institue un monde de significations. « rien n'entre dans une société sans la médiation de significations déjà instituées ». Celles-ci ne sont ni rationnelles (on ne peut les reconstruire logiquement) ni réelles (ne correspondent pas à des objets naturels). Les significations imaginaires sociales instituent ce qui est juste et injuste.

⁷ Lire I. ILLICH, *La convivialité*, Paris, Seuil, 1973.

1. Faire Agora

Pour fonctionner, toute démocratie a autant besoin d'*agoras* où tous, sans exception ou presque, se retrouvent pour débattre, que d'institutions fabriquées pour organiser la vie en communauté. Il y a besoin d'agora parce que les questions du « bien vivre ensemble » se renouvellent ou demandent confirmation et parce que des citoyens « osent » de nouvelles questions, réinterrogeant les pratiques et les institutions. La société démocratique fabrique des citoyens qui se frottent les uns aux autres et, à leur tour, modifient les institutions dans un processus socio-historique ouvert et dynamique cherchant de nouvelles réponses à de nouvelles questions collectives.

La question de savoir qui participe aux discussions sur l'*agora* est fondamentale. Dans le projet d'autonomie, *auto nomos* – ses propres lois, une société démocratique commence par répondre à la question de « qui fait partie de la démocratie et qui en est exclu ». Cette définition est une évidence implicite dans le contexte historique mais paraît souvent étrange hors contexte. Ainsi, on sait bien que le « nous » qui réunissait les athéniens, n'inclut ni les femmes ni les métèques ni les esclaves. Mais c'est un fait implicite, qui n'est pas mis en question, quand les athéniens font graver dans le marbre toutes les lois de la cité qui commencent par la phrase rituelle précédant l'énoncé précis de la loi : « Nous nous sommes réunis et nous avons décidé qu'il était bon pour nous de ».

Avant de décider, il convient de confronter, même avec véhémence, des points de vue différents. Et cela se pratique sur l'agora. L'imaginaire du grec athénien est qu'il est bon de gérer ensemble les affaires communes. La liberté c'est la possibilité d'aller à l'agora pour débattre. La liberté de ne pas venir est contrariée par des rabatteurs qui sont utilisés pour pousser les retardataires à venir ou par l'imaginaire de l'époque qui est alors de jeter l'opprobre sur le citoyen qui n'irait pas débattre avec les autres. La liberté du moderne est contraire : c'est la liberté de ne pas aller débattre, de ne pas gérer les affaires communes et les biens communs. Imaginaires différents qui orientent les institutions dans un sens ou un autre suivant les peuples. Aujourd'hui, le système suisse des votations s'affaiblit par une participation déclinante mais les Islandais réécrivent leur constitution pour protéger leurs biens communs.

Comment, hors de l'oligarchie ou de la dictature, sans débattre ni confronter ses idées, peut-on imaginer des lois qui seraient appliquées par tous et pour tous ? Il nous paraît évident de recréer des agoras pour discuter avant de décider, condition nécessaire pour que les décideurs représentent la volonté des citoyens « ordinaires » et non celle des oligarques aux fonctions héréditaires. Les lois doivent être faites par nous, pour nous, quitte à nous tromper de chemin, quitte à assumer leurs imperfections et à ne nous en prendre qu'à nous même, sans possibilité de désigner un bouc émissaire. Et nous sommes responsables si le monde des échanges que nous fabriquons ne fait pas notre « bien vivre ensemble ».

Nombre d'*agoras* ont disparu, ne faisant plus partie de notre imaginaire collectif de bien vivre. A ceux qui disent que les médias constituent l'*agora* moderne, posons deux simples questions : ont-ils jamais pu apporter leur grain de sel dans un débat télévisé en étant du côté de l'écran où ils n'ont pu

intervenir? Ont-ils pu bénéficier, sans parler d'accéder au même temps de parole que les orateurs, de pouvoir exprimer des idées éventuellement absentes du débat ?

Les grandes agoras fonctionnent mal : pour exemple, à propos de finance, le journal *Le Monde* est la propriété du banquier Mathieu Pigasse. Or ce dernier intervient pour empêcher la parution de tribunes critiques sur la banque. Où sont les débats sur l'utilisation des 1000 milliards de monnaie créés et distribués aux banques suite à la crise ? Ils se sont noyés dans les millions d'informations sur le net. Mario Draghi, inamovible gouverneur de la BCE par statut pour 5 ans, semble décider seul, ou avec quelques banquiers centraux, dans une procédure opaque et secrète de qui va bénéficier de l'argent créé ? Qui a eu son mot à dire ?

Et, pour continuer dans le domaine financier, qui édicte les règles ? Ou plutôt, qui casse les règles ? Prenons un exemple : la banque centrale américaine, la FED, où Greenspan a orchestré 30 ans de dérégulation. Greenspan est ami de la philosophe Ayn Rand, la plus "extrême libérale" des philosophes américaines qui affirme que la cupidité est un bien. Figure de l'anticommunisme radical, elle prône également l'indépendance et le « laissez-faire » face à toute forme de collectivisme. Avec cette caution philosophique, Greenspan a détruit alors patiemment toutes les régulations : celles bancaires, qui avaient assuré une stabilité des banques depuis 1929, celles sur les options et CDS qui empêchaient notamment les financiers de jouer sur les prix des céréales.

Pour qu'un système complexe fonctionne démocratiquement, il faut, comme l'a si bien décrit Aristote, des experts qui maîtrisent la *techné* (pour l'action de l'homme sur le monde), et des citoyens qui font la *doxa*. Si, sur le plan technique, l'expert domine le citoyen, sur le plan politique, il doit être au service du citoyen parce que la vie bonne, dans la cité athénienne ne vise pas seulement la gestion techniquement optimale d'un système mais pose aussi la question des moyens d'y arriver aux trois formes d'égalité que sont : l'*isonomia*, l'égalité devant la loi, l'*isokratia*, l'égalité des pouvoirs, et l'*isêgoria*, l'égalité dans la prise parole.

A ce titre, devons-nous agréer la connivence entre banquiers et politiques ? L'exemple d'Emmanuel Macron passant de la banque Rothschild au ministère des finances, est une pratique courante aux Etats-Unis où les responsables de la banque Goldman Sachs réalisent des allers-retours si fréquents de la banque vers les sphères du pouvoir politique ou des banques centrales que cette banque est appelée par boutade Government Sach's.

Mais aujourd'hui des petites agoras existent et se multiplient comme en résistance. C'est par exemple le *crowdfunding* quand il permet à des porteurs de projet de trouver les investisseurs souhaitant financer leur projet. Ce sont tous les systèmes d'échanges qui tuent le monde marchand monétaire de consommation : le covoiturage, les sites de trocs ou de dons, les cafés de réparation etc.

2. Lutter contre le pillage des biens communs

Comme le soulignait déjà Héraclite « Tout naît de la lutte ».

Le bien commun du temps de Socrate, c'est la liberté physique de chaque citoyen de la cité. La force guerrière assure que les spartiates ne prendront pas la ville et que l'on ne finira pas esclave. La violence surplombe et protège la démocratie. La démocratie n'est pas molle puisque c'est une lutte permanente pour se maintenir. Les Athéniens qui oscillaient en permanence d'un régime à l'autre, d'une oligarchie à une tyrannie avec cette belle fenêtre démocratique, en savaient quelque chose.

Où sont les ennemis aujourd'hui ? Ce sont ceux qui pillent nos biens communs avec d'autant plus de frénésie qu'ils deviennent rapidement des raretés convoitées⁸. Quatre exemples pris au hasard de mes lectures de cette seule semaine,

- 1 milliard d'hectares devenus désertiques au XX^e siècle ce qui nous laisse seulement 1,5 milliards d'hectares cultivables.
- Des ressources halieutiques en disparition rapide.
- Des mines où l'extraction à moindre coût conduit à des terres stériles et des dégâts écologiques majeurs.
- Des groupes humains, il y a peu autonomes et vivants en quasi autarcie, condamnés à l'exode ou au salariat par disparition de leurs ressources, comme au Sénégal où les navires européens ont acheté le droit de piller les ressources en poisson des côtes.

Partout surexploitation de la terre, partout surexploitation de l'homme, qui perdant l'autonomie doit se vendre souvent à ceux même qui ont fait disparaître son autonomie. L'impossibilité de vivre de la nature que les prédateurs humains pillent ou s'approprient⁹, ne laisse plus d'autre choix que l'esclavage-salariat au service de ces mêmes groupes prédateurs.

Revenons en France. Les maires de France détiennent finalement entre leurs mains le droit de gérer le devenir des terres en les rendant constructibles ou non. Les intérêts privés et des pratiques devenant usuelles de clientélisme voir de corruption, ont conduit à bétonner en 10 ans l'équivalent de la surface d'un département français. Ici le besoin d'éthique, affiché par nombre de citoyens, cache en fait le besoin d'Etat. En Allemagne, par exemple, les plus-values réalisées lorsqu'un terrain voit sa valeur multipliée par cent quand il devient constructible, sont partagées équitablement entre la commune et le propriétaire.

Partout la finance, cachée dans l'ombre des actions, permet cette surexploitation en taisant et cachant les profits pour que jamais cette prédation ne puisse être ni punie ni faire l'objet d'une maigre réparation financière. L'impunité a fait du crime organisé¹⁰ la règle de gestion d'organisations de plus en plus nombreuses et actives. La frontière même entre pratique mafieuse et pratique

⁸ Lire D. DUPRE et M. GRIFFON, *La planète, ses crises et nous*. 2008.

⁹ Voir la lutte des paysans sans terre, l'appropriation de millions d'hectares par des groupes financiers en échange d'argent et de corruption des gouvernements locaux.

¹⁰ Le crime organisé est une structure humaine de plusieurs personnes respectant les ordres d'un chef ou d'un comité de direction pour faire des profits illicites par des méthodes et dans des domaines prohibés.

d'entreprise devient chaque jour plus floue. Malgré les discours, la légalité recoupe de moins en moins la légitimité. Le concept à la mode de Responsabilité Sociale de l'Entreprise est plutôt qu'un sursaut, un faire-part de décès.

Olström, prix Nobel d'économie, fait une analyse, qui bien que politiquement non correcte, donne à réfléchir. Si un mode de gouvernement est durable, c'est souvent que les sociétés qui gèrent correctement leurs biens communs ont deux caractéristiques. Tout d'abord, elles veulent transmettre un mode de vie à leurs enfants mais aussi elles protègent les biens communs du groupe en empêchant ceux de l'extérieur d'accéder à leurs ressources.

L'histoire montre également que la prudence, une qualité chez les grecs du 5^{ème} siècle, a permis aux Islandais de protéger leurs biens communs menacés par trois fois¹¹ :

1. Au XI^e siècle, elle évite une disparition par famine de la collectivité suite à une mauvaise gestion des pâturages,
2. Au XIX^e, elle évite la disparition des ressources halieutiques en refusant la pêche industrielle,
3. Au XXI^e, elle évite la grande braderie des biens communs suite à une mauvaise gestion de la finance.

Certains autres états votent des lois pour que les biens communs, dont la rareté n'est parfois établie que depuis peu comme dans le cas de l'eau, ou connue depuis toujours comme pour la nourriture, que ces biens communs ne soient ni accaparés, ni privatisés par un groupe réduit d'individus.

Le contrôle et la traçabilité des richesses peuvent eux aussi permettre de limiter le pillage en ôtant l'immunité apportée par les systèmes financiers. Des règles simples pour permettre aux juges de travailler ont été proposées par sept juges européens dans l'appel de Genève il y a 10 ans. A l'époque, en Europe, ni les politiques ni les citoyens n'ont suivi. Les choses évoluent peu à peu mais suffisamment doucement pour permettre aux biens informés d'y échapper. Nous sommes loin de la situation du 5^{ème} siècle où la peur du contrôleur était forte, et souvent bonne conseillère pour les magistrats d'Athènes qui, même après leur mandat, devaient faire face à une longue période de vérifications tatillonnes sur leur enrichissement.

Dans certains pays, la connivence entre des politiques et des pratiques douteuses voire mafieuses est fréquente. Berlusconi, Bernard Tapie, le couple Balkany, la liste est trop longue... que d'indulgence et de complaisance des citoyens qui élisent pourtant à nouveau ce personnel politique malgré les frasques ou les crimes.

Alors, quelle est la différence entre les pays où la corruption est sèchement punie et ceux où l'impunité règne ? Probablement l'éducation, qui est le lieu d'accroche d'une éthique. Un des rôles attendus de l'Etat est de former des citoyens qui feront et respecteront des lois, et non des individus purement égoïstes comme on le fait pourtant avec cynisme dans nos écoles de commerce. Et par exemple, le rôle de l'Etat, qui me semble aussi représenté par les professeurs de finance fonctionnaires, est de refonder les cours de gestion, revisiter les modèles en finance, réencadrer les pratiques.

¹¹ Lire J. DIAMOND, *Collapse: How societies choose to fail or succeed*. Penguin, 2005.

Dans cette lutte contre le pillage des biens communs, stratégique et coordonnée, l'Etat pourrait être à l'avant-garde pour représenter et défendre les intérêts des citoyens. Ici on attend l'Etat et un Etat stratège. Comme les Grecs en guerre, il faut élire celui qui paraît le meilleur pour conduire le combat. Ici on attend, non des paroles consensuelles mais, après le débat, des actes forts.

3. Fabriquer des outils conviviaux

Pourtant, nouvelles technologies, mondialisation, font apparaître des problèmes inédits, des enjeux nouveaux et le mot est lâché : le système est complexe...

Et il faut craindre, comme cela s'est souvent produit, que toute bonne idée ne tende à se pervertir dans un système qui se complexifie. Deux questions doivent être posées : comment comprendre et comment contrôler ?

Prenons l'exemple de cette nouvelle monnaie, le *bitcoin*, une monnaie considérée comme « alternative » mais qui, faute de compréhension, finit pour nombre de citoyens par se confondre avec les monnaies locales. Or, le *bitcoin* sert le blanchiment et la spéculation et n'assure aucunement les échanges des besoins humains à l'inverse des monnaies locales. Alors, comment assurer la transparence mais aussi la compréhension de tous nécessaires à une discussion sérieuse sur l'agora ?

Prenons un autre exemple, celui du marché du carbone qui visait à réduire les émissions de gaz à effet de serre mais qui finit par être un moyen pour des escrocs de détourner de l'argent public par des systèmes appelés carrousels de TVA. Comment contrôler ?

Pour piloter les systèmes complexes, l'homme est transformé en une machine devant répondre à d'autres hommes-machines de l'adaptation de sa vie à une norme qu'il n'a pas décidée, exprimée en terme d'indicateurs, qu'il n'a pas choisis. Max Weber l'avait envisagé il y a un siècle :

«L'ordre lié aux conditions techniques et économiques de la production mécanique et machiniste (...) détermine, avec une force irrésistible, le style de vie de l'ensemble des individus nés dans ce mécanisme – et pas seulement ceux que concernent directement l'acquisition économique (...) peut être le déterminera-t-il jusqu'à ce que la dernière tonne de carburant fossile ait achevé de se consumer»¹².

L'idéologie de la maîtrise illimitée des risques se transforme en une maîtrise illimitée des hommes par les techniques. La notion d'autopropulsivité de la technique décrite par Ellul s'accompagne d'une perversion de la technologie. De fait, il semble, dans bien des cas, exister une double malédiction quand un système grossit et se complexifie :

1. A partir d'un certain seuil, c'est la malédiction des rendements décroissants : lorsqu'un système est basé sur l'argent, à partir d'une taille critique, il faut de plus en plus d'argent pour progresser de moins en moins vers le but. Ainsi, les milliards d'euro ajoutés ces dernières années dans le système de soins bénéficient aux laboratoires et aux fabricants de technologie haut de gamme. Un tiers des médicaments vendus sont aujourd'hui considérés comme au mieux inutiles, au pire nuisibles à la santé. Les hôpitaux ont du mal, à partir d'une certaine taille, à lutter contre des maladies que provoque l'hospitalisation.
2. Il devient de plus en plus difficile d'empêcher que le système ne soit perverti par certains maillons du système complexe qui visent d'autres buts et parfois même un but contraire à

¹² M. WEBER, L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme. Paris, Plon, 1964.

celui du système. Comment ne pas penser aux 600 000 milliards de paris financiers qui déstabilisent l'économie alors qu'ils avaient été créés, non pour la spéculation, mais pour la couverture des risques. Or, ces produits financiers, pensés pour la couverture des risques sont maintenant utilisés à plus de 90% pour la pure spéculation sans que nul économiste dit « sérieux » n'envisage « sérieusement » de les interdire.

Aujourd'hui, notre propre travail en vient à n'être plus lisible. Nous ne savons plus quel monde nous construisons par notre travail où nous ne sommes plus qu'un sous maillon d'une chaîne infinie hyper complexe. Hannah Arendt a bien documenté dans « Les origines du totalitarisme : le système totalitaire » la perte de responsabilité liée à cette fragmentation des tâches. De plus, dans la complexité, se développent la corruption et l'inefficacité, et disparaît souvent le but collectif de bien construire la cité.

Créer le monde convivial autour de nous - une communauté visant le bien vivre ensemble et mettant en place les outils adaptés pour ce faire - ce serait ne développer que les outils conviviaux, au sens d'Ivan Illich, à savoir des outils qui doivent rendre les communautés plus autonomes et non plus dépendantes des outils. Suivant ce principe, il conviendrait de refuser les outils comme les paris financiers, le *bitcoin*, la création monétaire BCE ou le marché du carbone.

Dans un monde qui donne toujours plus de signes d'effondrement, où les héritiers¹³-dominants s'arcboutent sur des règles devenues inadaptées à l'époque, injustes et nuisibles, les « perdants du système » pourraient se considérer en guerre et revenir à des techniques de résistance en étant dans la légitimité mais aussi parfois, de plus en plus souvent, à la limite de la légalité¹⁴. Certains se focalisent déjà sur les projets locaux, faciles à bouturer¹⁵ partout dans le monde et économes en énergie comme :

1. l'agro-écologie
2. Les AMAP (Associations de Maintien de l'Agriculture Paysanne)
3. Les échanges de semence
4. Le covoiturage
5. Les SEL (Systèmes d'Echanges Locaux)
6. Les monnaies locales

CommunityForge est un exemple d'outil convivial : c'est un système collaboratif¹⁶ qui met à disposition gratuitement un logiciel informatique pour gérer les échanges de services entre personnes. Il permet aujourd'hui de gérer plusieurs centaines de monnaies d'échange dans le monde. Nous l'avons utilisé pour lancer deux systèmes d'échanges locaux (SEL) : l'un *Buechange*¹⁷

¹³ Voir le concept d'habitus chez Bourdieu.

¹⁴ Voir pour la limite entre légalité et légitimité : VERNA, Gerard. Les ennemis de l'éthique, in D. Dupré, Ethique et capitalisme, 2002, p. 175-201.

¹⁵ Faciles à bouturer ce qui permet un effet important en évitant les effets négatifs de la taille. Il convient de noter que certaines entreprises ont la sagesse de refuser de grandir suite à l'afflux de commandes renouant ainsi avec la méfiance à l'encontre de la démesure.

¹⁶ 2 heures de travail pour l'association seulement sont demandées en échange de l'utilisation du logiciel(ils en viennent cependant en ce moment à solliciter des dons pour couvrir leurs différents frais).

¹⁷ <http://buechange.fr.nf/>

dans une région rurale des Hautes Alpes et l'autre à Grenoble pour les étudiants du campus de Grenoble¹⁸.

Conclusion - Vers un nouvel imaginaire : le désir de faire société

Il y a urgence à penser notre monde de demain matin. Parce que le nombre d'habitants s'accroît rapidement, que notre empreinte écologique grandit constamment et donc que nos premiers voisins sont chaque matin plus proches. L'individualisme et l'éthique « light », non conflictuelle et apolitique, ne nous projettent pas dans l'avenir de notre collectivité humaine.

Etre libre, c'est être capable de se défendre pour vivre un « nous » qui définit son projet d'autonomie. Etre libre ce n'est pas avoir le droit de ne pas s'occuper des biens communs et de les laisser piller.

Etre libre, c'est aussi se permettre de croire qu'un autre imaginaire instituera un autre monde. C'est prendre le risque de s'opposer par exemple aux économistes libéraux qui chantent le principe TINA (There Is No Alternative) ou aux philosophes qui font l'éloge d'une complexité qui deviendrait un prétexte pour prétendre que rien ne sert de faire de la politique pour fabriquer en commun un monde régi par nos lois.

Etre libre c'est retrouver le chemin de l'agora et le sens du dialogue¹⁹ : « je » est un « je » parce qu' « autrui » est un « je ». Le dialogue nous permet alors de construire ensemble un morceau de monde commun.

Etre libre c'est aussi s'autoriser à casser les médias et les technologies quand elles nous isolent. Faire des lois pour neutraliser ceux qui pillent nos biens communs. Mais aussi vivre, dès aujourd'hui, la vie bonne et la savourer, et encore vouloir la préserver, grâce aux outils conviviaux.

Et pour revenir à la finance, le débat démocratique sur l'outil finance revient aujourd'hui, selon moi, à rêver de nouvelles significations et à travailler à sa transformation en outil convivial qui permettrait, comme le propose Ricoeur, « la visée de la vie bonne, avec et pour autrui, dans des institutions justes ».

¹⁸ <http://universitroc.fr/nf/>

¹⁹ D.VERNANT, « La dialectique indisciplinaire en « sciences humaines » », *Bulletin du centre d'études médiévales d'Auxerre / BUCEMA* [En ligne], 17.2 | 2013, mis en ligne le 13 décembre 2013, consulté le 21 janvier 2014. URL : <http://cem.revues.org/13187>.

Quel moteur est assez puissant pour changer nos imaginaires qui fabriqueront nos institutions ? Ce n'est peut-être pas celui sur lequel on compte d'abord : la rationalité des hommes. Il faut probablement compter aussi, encore et toujours, sur le moteur le plus puissant en l'homme : le désir. Le désir poussé alors par l'instinct de survie collective. D'abord le désir des plus visionnaires, relayé auprès du grand nombre par le désir mimétique décrit par René Girard. Ce désir mimétique qui a tant servi l'essor de l'individualisme, pourrait alors aussi, par une pirouette historique, servir l'intérêt collectif comme elle a su le faire avec les foules qui ont suivi Gandhi ou Luther King.

C'est cela aussi le souffle d'une démocratie propre à regonfler les voiles de la politique dans notre monde dont les enjeux nouveaux demandent de penser autrement. Recréer des agoras, lutter contre le pillage des biens communs et fabriquer des outils simples et conviviaux pour les utiliser, voici bien un programme à même de revivifier notre démocratie et de répondre à notre besoin d'éthique.